( No III. )

## Chambre des Représentants.

SESSION DE 1881-1882.

## COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER.

## FEUILLETON AU 40 FÉVRIER 4882.

## PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du registredes pétitions.

1. Numeros du registredes pétitions.
12667.

12718. 12720. Par pétition datée de Gand, le 22 décembre 1881,

12668. Des habitants de Gand prient la Chambre de combler 12686. les lacunes de la loi du 17 août 1873. règlant l'emploi de 12687. la langue flamande en matière répressive, dans le sens indi-12691. qué par la conférence flamande du barreau gantois. 12717. Même demande d'habitants de Nederbrakel, Maldeghem,

Même demande d'habitants de Nederbrakel, Maldeghem, Knocke, Wondelghem, Hofstade, Coolkerke, Glabbeck, Meensel-Kieseghem, Hamme, Rotselaar, Opvelp, Okegem, Furnes, Godsenhoven, Ramscappelle. Beveren,

Meensel-Kieseghem, Hamme, Rotselaar, Opvelp, Okegem, Furnes, Godsenhoven, Ramscappelle. Beveren, (Waes), Malines, Hemixem, Haesdonck, Laer, Elixem, Overwinden, Neerwinden, Oultre et de communes non dénommées; — de membres des sociétés : « Clauaerts ghilde, » «de Vriendschap» et «de Kerlingen, » à Roulers, — « Vlaamsche vrijzinnige Vereeniging » et « Mertens Vereeniging, » à Anvers. — « Zettermanskring » et « Vlaamsche Liberale Verceniging, » à Gand, — « Van Duyse's Genootschap, » à Termonde, — « Letterkundig Gezelschap, » à Iseghem, — « Broederlijke Weldadigheid » et « de Kruisbroeders, » à Courtrai, — « de Lischbloem, » à Malines; — des membres des sections du « Willemsfonds » de Saint-Nicolas, Borgloon, Courtrai, Nieuport, Tirlemont, Malines, Poperinghe, Grammont, Aerschot; — des conseils communaux de Laathem-Saint-Martin, Oostwinckel, Tremeloo et Munte;

Numéros du feuilfeton. Numéros du registre des pétitions.

> d'habitants de Hoeleden, Westoutre, Saint-Denis-Westrem, Afsné, Landscauter, Coursel, Oudenbourg, Eyne, Loo-ten-Hulle, Massemem-Westrem, Laerne, Cherscamp, Wetteren-ten-Eede, Oultre, Calcken, Eyne, Eecloo, Louvain, et de communes non dénommées; — des président et secrétaire des sociétés « De Klauwaerts » à Bruges; « Vooruit, » à Devnze: « Voor Taal en Vrijheid, » à Alost; des sections « du Willemsfonds » à Schaerbeck, Alost et Wetteren; de membres des sociétés « Vooruit, » à Bottelaere; « de Ware van Duyse's Vrienden, » à Dixmude; « du Cercle dramatique, » d'Assenede; « Sinte-Cecilia, » à Roulers; « de Ware Kunstminnaren, » à Wynkel-Saint-Eloy; « Roos en Eikel, » à Louvain; « des sections du « Willemsfonds » à Saint-Josseten-Noode, Termonde, Diest; d'instituteurs du Cercle pédagogique, à Bottelaere ; du bourgmestre et de l'instituteur communal d'Helchteren.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

2. 12716. Par pétition datée de Louvain,

12719. 12746. 12747. Des habitants de Louvain prient la Chambre de donner à la langue flamande la place qui lui revient devant les tribunaux, dans l'enseignement public, dans les actes de l'état civil, les inscriptions sur les monuments, les monnaies, les timbres-poste, les imprimés, avis, adjudications, affiches, feuilles officielles, les procès-verbaux et les déclarations des témoins. Ils demandent, en outre, qu'on n'envoie plus en pays flamand des fonctionnaires ignorant la langue du peuple.

Même demande des président et secrétaire de la société « Voor het Vrijwilligersleger, » à Louvain; de membres de la société « Clauaerts-Ghilde, » à Ronlers, et d'habitants de Hoeleden.

Décision: Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

5. 12540. Par pétition datée de Burst,

12671. Des habitants de Burst proposent des modifications à 12696. la loi du 28 janvier 1850, sur les vices rédhibitoires.

12697. Même demande d'habitants de Bottelaere, Meirelbeke, 12698. Oosterzele, Belle, Moortzele, Dickelvenne, Munte, Schelderode, Gontrode, Vynkt, Olsene, Aersele, Canegem, 12700. Thielt, Gothem, Ousselghem, Octinghem, Goyck, Deurle,

Numéros Numéros du du registre des feuilleton. pétitions.

Nazareth, Strypen, Erondegem, Dickelvenne, Meulebeke, Gotthem, Wambeek, Lombeek-Sainte-Catherine, Gavre.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

4. 12559. Par pétition datée d'Anvers, en janvier 1882,

12560. Des habitants d'Anvers demandent l'abolition du tirage 12666. au sort et la création d'une armée de volontaires.

12714. Même demande des président et secrétaire de la société

12731. « Voor het Vrijwilligersleger, » à Louvain; d'habitants

12732. de Berchem, Borgerhout, Hoeleden.

12733. Décision : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur

12734. et de la Guerre.

5. 42624. Par pétition datée de Gilly, le 5 janvier 1882,

Le sieur Pasquet soumet à la Chambre les plans et descriptions d'un système de canalisation souterraine destinée à recevoir les fils télégraphiques et téléphoniques, pour lequel il a déposé une demande de brevet d'invention.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

6. 12625. Par pétition datée de Buzenol, le 20 décembre 1881,
Des habitants de Buzenol demandent la suppression du
traitement du curé de leur paroisse.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

7. 12695. Par pétition datée de Buzenol, le 10 janvier 1882,

Des habitants de Buzenol protestent contre la pétition adressée le 20 décembre 1881 par certains de leurs concitoyens, et tendant à faire supprimer le traitement du sieur Glauden, curé de cette paroisse.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

8. 12626. Par pétition datée de Naomé, le 27 décembre 1881,

Les sieurs Robert et Wilmet, tuteur et subrogé-tuteur des enfants Robert, prient la Chambre d'intervenir pour obliger la Société de construction du chemin de fer d'Athus à la Meuse de remplir les engagements qu'elle aurait pris envers eux au sujet d'une suppression d'eau.

Décision: Ordre du jour.

Numéros du feuilleton. Numéros du registre des pétitions.

9. 12627.

Par pétition datée de Namur, le 24 décembre 1881,

Les président et secrétaire de la chambre de commerce de Namur appuient la pétition par laquelle le Cercle des anciens étudiants de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers demandent la réorganisation de cet établissement.

Décision : Renvoi à la section centrale chargée d'examiner le budget de l'Instruction Publique.

10. 12628. Par pétition datée de Lombeck-Sainte-Catherine,

Des habitants de Lombeek-Sainte-Catherine demandent qu'on interdise aux chefs de station des chemins de fer de l'État de faire le commerce de charbons, de tenir des débits de boissons, etc., soit en leur propre nom, soit par personne interposée.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

11. 12629. Par pétition datée de Roulers,

Les chef-homme et secrétaire de la « Clauwaerts-ghilde », à Roulers, se plaignent de l'inexécution de la loi du 22 mai 1878 réglant l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

Décision: Renvoi à M.M. les Ministres de l'Intérieur, des Travaux Publics et de la Guerre.

12. 12650. Par pétition datée d'Ernage, le 29 décembre 1881.

Des habitants d'Ernage demandent la nomination d'un garde-barrière au passage à niveau situé entre les barrières n° 41 et 43 de la ligne du Luxembourg.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

13. 12655. Par pétition datée de Gand, le 12 janvier 4882,

Le sieur Moreels demande la création d'une caisse générale belge des pensions pour les ouvriers.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

14. 12634. Par pétition datée de Woumen, le 2 janvier 1882,

Des habitants de Woumen demandent que le chemin de fer projeté de Dixmude à Langemarck passe par Clercken et Woumen.

Même demande d'habitants de Dixmude.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

.

Numéros Numéros du registre des feuilleton, pétitions.

15. 12635. Par pétition datée de Liége, le 4 janvier 1882,

Le sieur Van Leerberghe, ancien combattant de 1830, demande un secours.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

16. 12636. Par pétition datée de Schaerbeek, le 28 décembre 1881,

Le sieur Van Damme, à Schaerbeek, réclame le remboursement de droits d'enregistrement et de contributions qu'il aurait indûment payés, et demande à pouvoir porter le titre honorisque de son grade dans la garde civique.

Décision : Renvoi à MM. les Ministres des Finances. et de l'Intérieur.

17. 12638, Par pétition datée de Lorée, le 21 décembre 1881,

Des habitants de Lorée demandent que le Gouvernement fasse exécuter ou qu'il concède la ligne ferrée de la vallée de l'Amblève.

Décision: Dépôt au bureau des renseignements.

18. 12639. Par pétition datée de Lombeek-Sainte-Catherine,

Des habitants de Lombeek-Sainte-Catherine demandeut le rétablissement d'une deuxième distribution de lettres.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

19. 12640. Par pétition datée de Broechem,

Des habitants de Broechem prient la Chambre de prendre des mesures contre les inondations dont ils souffrent.

Même demande d'habitants de Nijlen, Pulle.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

20. 12641. Par pétition datée de Heinsch, le 10 décembre 1881.

Des habitants de Heinsch demandent la construction d'un chemin empierré entre la borne n° 1 de la route d'Arlon à Heinsch et la station d'Arlon.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

21. 12642. Par pétition datée de Paris, le 24 décembre 1881, Le sieur Wiart, à Paris, recommande le procédé de Numéros du femilleton Numéros du registre des pétitions

l'ingénieur-électricien Dulaurier pour la destruction du grisou.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

22. 12643. Par pétition datée de Rièzes, le 22 décembre 1881,

Des habitants de Rièzes demandent le prolongement de la voie ferrée de Frameries-Chimay vers Rocroi.

Même demande d'habitants de Baileux.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

23. 12645. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 janvier 1882,

Le sieur Schamps prie la Chambre de déclarer qu'il y a lieu de reviser l'article 47 de la Constitution, et propose une modification à cet article.

Décision: Renvoi à la section centrale chargée d'examiner les amendements et propositions modifiant les conditions de l'électorat.

24. 12646. Par pétition datée d'Audenarde,

Des instituteurs de l'arrondissement d'Audenarde se plaignent de ne pas recevoir leurs traitements régulièrement et demandent que les receveurs des contributions soient désormais chargés de les payer.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

25. 12670. Par pétition datée de Han-sur-Lesse, le 16 janvier 1882,

Le conseil communal de Han-sur-Lesse demande que le chemin de fer projeté de Rochefort-Bouillon-Sedan passe par Wellin, ou tout au moins qu'on réserve, dans la convention à intervenir avec la Société de construction, le droit du Gouvernement de prescrire ce passage.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

26. 12682. Par pétition datée de Berlaere. le 18 janvier 1882,

Des instituteurs officiels de la section de Zele demandent que les instituteurs primaires soient rangés parmi les fonctionnaires de l'Etat.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

Numéros du feuilleton. Numéros du registre des pétitions.

27. 12647.

Par pétition datée de Courtrai, le 9 janvier 1882,

La dame Stubbe, qui a son domicile de secours à Heule, prie la Chambre d'intervenir pour qu'elle puisse rester à Courtrai, où elle a été placée jusqu'à présent.

Décision : Ordre du jour.

**28. 12648.** 

Par pétition datée de Pollinchove, le 12 janvier 1882, Le sieur Maelstaf demande la construction d'un chemin de fer de Nieuport à Ypres, passant par Furnes, Alveringen, Pollinchove-Loo, Oostvleteren et Woesten.

Décision : Renvoi à M, le Ministre des Travaux Publics.

29. 12649.

Par pétition datée de La Louvière, le 10 janvier 1882, Le sieur Drugmand, ancien ouvrier houilleur, à La Louvière, demande l'intervention de la Chambre pour que sa pension lui soit maintenue.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

**30. 12650**.

Par pétition datée d'Auvelais,

Le sieur Desmet demande l'élargissement de son fils, détenu au pénitencier de Saint-Hubert.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

31. 12655.

Par pétition datée de Lombartzyde, le 11 janvier 1882,

Des habitants de Lombartzyde prient la Chambre d'ordonner une enquête sur des agissements qu'ils prêtent au sieur Demaeter, ancien bourgmestre de la commune.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

**52. 12656.** 

Par pétition datée de Hennuyères, le 14 janvier 1882, Le sieur Chéron, à Hennuyères, se plaint d'avoir été révoqué de ses fonctions de piocheur au chemin de fer.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

**33. 12662**.

Par pétition datée de Bruyelles, le 15 janvier 1882,

Le conseil communal et des habitants de Bruyelles demandent l'achèvement de la route da Rumes à Antoing, ainsi que le payage de la route provinciale n° 2, depuis

Numéros Numéros du registre des feuilleton, pétitions.

la grande route de Tournai à la frontière jusqu'à Antoing.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

34. 12663. Par pétition datée de Bruxelles, le 26 décembre 1881,

Les président et secrétaire de la commission de la Bourse de Bruxelles se plaignent de la situation créée par la nomination irrégulière de cette commission.

Décision: Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la proposition de loi relative à une modification à l'article 63 de la loi du 30 décembre 1867, sur les bourses de commerce.

35. 12669. Par pétition datée de Jette-Saint-Pierre, le 5 janvier 1882,

Des propriétaires à Jette-Saint-Pierre demandent que la nouvelle gare à construire en cette commune soit établie en face de la rue de l'École.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

56. 12672. Par pétition datée de Courtrai, le 16 janvier 1882,

Le sieur Coucke, à Courtrai, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une gratification du Ministre des Travaux Publics.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

37. 12673. Par pétition datée de Vonêche, le 22 décembre 1881,

La dame Carlier, veuve d'un gendarme pensionné, à Vonêche, demande une pension.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

38. 12681. Par pétition datée de Lillois, le 15 janvier 1882,

Des cultivateurs riverains de la route de Lillois-Witterzée à Mont-Saint-Jean demandent que, pour la plantation prochaine sur la partie de la route de Nivelles à Bruxelles, comprise entre Lillois et Mont-Saint-Jean, on emploie des châtaigniers, peupliers d'Italie ou autres

Numéros Numéros du registre des feuilleton, pétitions.

arbres qui ne sont pas, comme l'orme, nuisibles aux exploitations agricoles.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

39. 12692. Par pétition datée de Malines, le 17 janvier 1882,

Des électeurs communaux, à Malines, demandent une loi règlant la procédure et les délais à observer en matière de validation d'une élection communale et expriment le vœu que M. le Ministre de l'Intérieur prenne une prompte décision au sujet de l'élection qui a eu lieu, à Malines, le 25 octobre 4881.

Décision: Renvoi, quant au premier point, à M. le Ministre de l'Intérieur.

Ordre du jour, quant au deuxième point.

40. 12693. Par pétition datée de Liége,

Des propriétaires de terrains, à Liége, demandent l'abrogation de la loi du 18 juillet 1790 et de l'arrèté-loi du 4 février 1815 relatifs aux servitudes militaires, et prient la Chambre de leur faire donner décharge des frais résultant d'un jugement prononcé contre eux par application de ces lois.

Décision: Ordre du jour.

41. 12694. Par pétition datée de Bruxelles, le 2 janvier 1882,

12759. Les président et secrétaire de la Société Générale des Officiers retraités demandent qu'on améliore la position de tous les pensionnés et notamment qu'on maintienne l'harmonie entre les pensions militaires et les pensions civiles.

Même demande de militaires pensionnés.

Décision : Renvoi à MM, les Ministres de la Guerre et des Finances.

42. 12701. Par pétition datée d'Ixelles, le 19 janvier 1882,

Le sieur Francq, à Ixelles, demande que les notaires soient placés sous un régime de surveillance plus rigoureux, et sollicite l'autorisation d'ester en justice contre un membre de la Chambre, à raison de l'acquisition d'immeubles.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros da feuilleton. Numéros du registredes pétitions.

43.

12702.

Par pétition datée de Buzenol, le 8 janvier 1882,

Le sieur Servais, à Buzenol, proteste contre l'apposition de sa signature au bas de la pétition en date du 20 décembre 1881, par laquelle des habitants de cette commune demandent la suppression du traitement du curé Glauden.

Décision: Ordre du jour.

44. 12707. Par pétition datée de Worteghem, en janvier 1882,

Des gardes forestiers et des habitants de Worteghem présentent des observations relatives au projet de loi sur la chasse et proposent des moyens de protéger les gardes contre les attentats des braconniers.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

45. 12721. Par pétition datée de Walhain, le 19 janvier 1882,

Le sieur de Kessel prie la Chambre d'examiner et, au besoin, d'adopter la législation argentine sur l'infanticide et, notamment, la mise en pratique de cette législation par la ville de Buenos-Ayres.

DÉCISION: Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

46. 12724. Par pétition datée de Leerbeek, le 21 janvier 1882,

Le sieur de Vleminckx, à Leerbeek, réclame l'intervention de la Chambre pour que le Département des Travaux Publics fasse estimer le dommage causé à sa propriété par suite de l'établissement d'un aqueduc.

Décision: Ordre du jour.

47. 12725. Par pétition datée de Zele, le 19 janvier 1882,

L'administration communale de Zele présente des observations au sujet de l'application de la loi du 14 mars 1876 sur le domicile de secours, et prie la Chambre d'abroger les dispositions relatives au fonds commun.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

48. 12726. Par pétition datée de Huy, le 22 janvier 1882,

Le sieur Lemaire demande une loi interdisant à tout ministre d'un culte de traiter en public des questions étrangères à la religion, et ce sous peine d'emprisonnement et d'amende.

Décision: Ordre du jour.

Numéros du feuilleton Numéros du registre des pétitions.

49. 12727.

Par pétition datée de Nil-Saint-Vincent, le 21 janvier 1882,

Des habitants de Nil-Saint-Vincent présentent des observations en faveur de la création d'un conseil d'État.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

50. 12728. Par pétition datée de Bruxelles,

Le sieur Volkaert demande que la circulaire ministérielle du 2 décembre 1868, relative aux acquisitions pour cause d'utilité publique, soit rapportée et que les actes, contrats, jugements et tous autres documents, concernant les acquisitions pour compte de l'État rentrent dans le droit commun.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Finances.

31. 12737. Par pétition datée de Nimy, le 25 janvier 1882,

Le sieur De Back demande l'établissement d'un canal maritime, communiquant avec la Sambre, le canal de Mons à Condé, celui des embranchements du centre, et reliant les bassins houillers à la mer.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

52. 12744. Par pétition datée de Swevezeele, le 25 janvier 1882,

Des cabaretiers, à Swevezeele, protestent contre l'interdiction des bals dans leurs établissements, et demandent la suppression de l'article 130 du règlement de police de leur commune ainsi que la remise des amendes et frais auxquels ils ont été condamnés pour avoir transgressé cet article.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

53. 12745. Par pétition datée de Westerloo, le 26 janvier 1882,

Le sieur Derboven demande que tous les Belges soient
astreints au service militaire, à l'exception des instituteurs
communaux et des ministres des cultes.

Décision: Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

54. 12751. Par pétition datée d'Overmeire, le 26 janvier 1882,

Le conseil communal d'Overmeire demande la construction d'un chemin de fer de Zele à Gand, par Overmeire, Calcken, Laerne, Hensden et Meirelbeke.

Décision: Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

Numéros	Nu
ժս	du reg
feuilleton.	pet
55.	12'

Numéros lu registre des petitions, 42756.

Par pétition datée d'Arlon, le 27 janvier 1882,

Le sieur Destrument, ancien préposé des douanes, demande le remboursement intégral de ses retenues opérées au profit de la caisse des pensions.

Décision : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

56. 12757.

Par pétition datée d'Oignies, le 28 janvier 4882,

Le sieur Goffette, à Oignies, demande une enquête sur les faits qui ont amené la démission de son fils comme sous-instituteur à Momignies.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.